

Qui succédera à Angela Merkel ?

L'Allemagne en pleine incertitude à trois semaines des élections fédérales

Le 9 décembre dernier, le président de la République fédérale d'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier, a informé ses concitoyens que les prochaines élections fédérales auraient lieu le 26 septembre 2021. 54 partis politiques sont candidats à ce scrutin, soit un nombre record dans l'histoire de l'Allemagne. Dans les années 1990-2000, moins de 30 partis étaient en lice. Lors des dernières élections fédérales en 2017, ils étaient 42.

Seule certitude du scrutin : l'Allemagne va avoir un nouveau chancelier puisque Angela Merkel, après seize années de gouvernement entre son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD) au sein d'une « grande coalition », à l'exception des années 2009-2013 où elle a gouverné avec le Parti libéral-démocrate (FDP), ne se représente pas.

Après ses quatre mandats à la tête du gouvernement du pays, Angela Merkel reste très populaire : en mai dernier, elle recueillait 60% d'opinions positives et elle devançait toutes les autres personnalités politiques d'Allemagne. « *Les Allemands apprécient Angela Merkel comme une bonne gestionnaire, une chancelière qui recherche toujours les compromis* » a déclaré Markus Inden de l'université de Trêves.

Arrivée au pouvoir en 2005 dans un pays où la croissance stagnait à un taux bas depuis 10 ans, où le chômage dépassait 11% et où le déficit public atteignait 3,2% du PIB, Angela Merkel a relancé l'économie de son pays. Au cours de ses quatre mandats, la République fédérale est devenue la quatrième puissance économique mondiale et le moteur de l'Europe. *Mutti* (Maman en allemand, comme la surnomment ses compatriotes) a ramené le

chômage en-dessous de 5%, instauré l'équilibre des finances publiques comme un dogme et permis à son pays de réaliser des records en matière d'excédent commercial.

En Europe, la chancelière sortante a souvent freiné les avancées de l'intégration économique européenne au nom de l'orthodoxie budgétaire à laquelle elle est très attachée. Ces derniers mois cependant, dans le contexte de la pandémie de coronavirus, elle a consenti à la mise en place d'un plan de relance historique de 750 milliards € et à la mutualisation des dettes. Certains analystes reprochent à Angela Merkel sa proximité avec la Russie et la Chine, qu'elle aurait toujours préservés pour assurer les exportations allemandes.

La chancelière s'est illustrée à deux reprises. Tout d'abord en 2011, lorsqu'elle a décidé quelques jours après la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon (11 mars 2011) le retrait progressif de l'Allemagne de l'énergie nucléaire. Et à l'automne 2015, lorsqu'elle a décidé d'ouvrir son pays à des centaines de milliers de réfugiés, venus principalement de Syrie et d'Irak, fuyant la guerre ou la situation catastrophique de leur pays.

Le 20 mai dernier, la chancelière, à la carrière politique d'une exceptionnelle longévité (31 ans au total dont près de la moitié au pouvoir), a déclaré qu'elle n'avait qu'un seul désir : « *que jamais l'on ne dise d'elle qu'elle était paresseuse* ».

Pour la première fois dans l'histoire du pays, il n'y aura pas de candidat sortant aux élections fédérales. Et pour la première fois aussi, il y aura vraisemblablement une coalition gouvernementale nécessitant 3 partis à l'issue du scrutin. Le premier

débat télévisé le 29 août a d'ailleurs réuni un *Triell*, à savoir les trois principaux candidats : Armin Laschet (CDU/CSU), Olaf Scholz (SPD) et Annalena Baerbock (Verts).

La fin de la « grande coalition » semble donc programmée, les deux partis au pouvoir étant affaiblis et victimes d'une érosion continue depuis des années, ce qui renforce la multiplication des forces politiques. La CDU/CSU a perdu 40% de ses adhérents depuis 1960, le SPD davantage encore. Mais rien n'est sûr.

Si le clivage gauche/droite est, comme dans de nombreux pays d'Europe, de moins en moins pertinent au moment du vote des électeurs, il reste fondamental lors de la formation des gouvernements. Le nombre de coalitions possibles à l'issue du scrutin reste large : une alliance comprenant la CDU/CSU et les Verts/Alliance 90 ; la même alliance CDU/CSU et Verts/Alliance 90 avec le FDP ; une alliance rassemblant la CDU/CSU, les Verts/Alliance 90 et le SPD ; une coalition regroupant le SPD et les Verts/Alliance 90 ; la même coalition avec en plus le FDP, une alliance composée du SPD, des Verts/Alliance 90 et du Parti de gauche (Die Linke) ou, enfin, la reconduction d'une « *GroKo* ».

Toutefois, depuis ces derniers jours, et c'est encore une première, le SPD a pris la tête dans les enquêtes d'opinion, devançant la CDU/CSU. Jamais depuis 2006, les sociaux-démocrates n'avaient dépassé le parti de la chancelière sortante dans les intentions de vote au niveau national. Indéniablement, les difficultés des candidats, Armin Laschet (CDU) et Annalena Baerbock (Verts), font le jeu du SPD.

Selon les [derniers sondages](#) réalisés fin août, le parti conduit par Olaf Scholz (SPD) recueillerait 24-25% des suffrages et Armin Laschet 21-22%, soit son résultat le plus faible depuis les années 1980. La CDU/CSU était créditée de plus de 30% des voix au début de l'année et ce jusqu'en mars. Devancée par les écologistes, elle avait ensuite repris l'avantage avant de reculer dans les sondages à partir du 10 août. Les Verts prendraient la troisième place du scrutin avec 16-17% des suffrages. Ces derniers étaient crédités de plus de 25% des voix en avril et mai derniers ; ils devançaient même les chrétiens-démocrates dans les enquêtes d'opinion. Le Parti libéral-démocrate (FDP) obtiendrait 12-13% ; l'Alternative

pour l'Allemagne (AfD) 11-12% et le Parti de gauche (Die Linke) 6-7%.

LA CDU FACE AU DÉPART D'ANGELA MERKEL

Grande favorite il y a encore quelques semaines, la CDU a donc récemment chuté dans les intentions de vote. En juin dernier, la victoire du parti aux élections dans le Land de Saxe-Anhalt avait accordé un peu d'air après ses deux échecs subis en mars aux scrutins dans les Länder de Rhénanie-Palatinat et de Bade-Wurtemberg où la CDU avait été devancée respectivement par le SPD et par les Verts/Alliance 90.

Certains observateurs politiques expliquent ce recul par les inondations qui ont eu lieu mi-juillet dans le pays, et notamment en Rhénanie du Nord-Westphalie. Armin Laschet, qui est depuis 2017 le ministre-président de ce Land le plus peuplé d'Allemagne, a été accusé d'avoir tardé à prévenir la population des risques d'inondation et de la lenteur de la mise en place du système d'aides publiques aux victimes. Enfin, il est apparu pris d'un fou rire alors qu'il se trouvait à une cérémonie pour les victimes de cette catastrophe dans la ville d'Erfstadt, près de Bonn aux côtés du chef de l'Etat, Frank-Walter Steinmeier (SPD) qui faisait un discours d'hommage dans une vidéo devenue virale. Ce rire est d'autant plus terrible qu'il a été précédé d'une autre maladresse : alors qu'on lui demandait si ces inondations allaient modifier son agenda environnemental, Armin Laschet a répondu : « *On ne change pas de politique à cause d'un événement de ce type* ». Le candidat a présenté ses excuses publiques, qualifiant lui-même son fou rire de « *déplacé et inconvenant* ». Environ 190 personnes sont mortes dans les inondations du mois de juillet qui ont également détruit des centaines d'habitations.

Les difficultés que rencontre la CDU ont obligé il y a quelques jours Angela Merkel à voler au secours de son parti. « *Je suis intimement convaincue qu'Armin Laschet sera le prochain chancelier de l'Allemagne* » a-t-elle déclaré, indiquant que le candidat était le garant de la stabilité et de la poursuite de sa politique. Elle a mis en avant les qualités humaines de son candidat, « *capable de construire des ponts entre les gens* ». « *Il a toujours été important pour lui de placer la dignité individuelle et inaliénable au centre de tout (...)* Je suis profondément

convaincue que c'est avec cette attitude qu'il servira les Allemands en tant que chancelier » a affirmé Angela Merkel. Celle-ci avait choisi jusqu'alors de rester en retrait de la campagne électorale. « *Les responsables politiques qui mettent un terme à leur travail politique devraient s'abstenir de s'immiscer dans une campagne. C'est mon attitude et ma profonde conviction* » avait-elle déclaré.

Centriste et europhile, Armin Laschet est un homme de consensus. Il est très proche d'Angela Merkel, ce qui constitue à la fois un avantage au regard de la popularité de la chancelière sortante et un inconvénient. Le candidat a la difficile (impossible ?) tâche de défendre l'héritage de la chancelière sortante et de tenter d'incarner un renouveau. « *Armin Laschet essaye d'occuper le centre de la classe politique comme Angela Merkel qu'il a toujours soutenue* » souligne Uwe Jun, professeur de science politique de l'université de Trêves.

Les partisans du candidat de la CDU/CSU aiment néanmoins à rappeler combien Helmut Kohl et Angela Merkel avaient été sous-estimés avant de s'imposer dans les urnes.

Armin Laschet a été élu à la tête de la CDU le 16 janvier dernier avec 521 voix contre 466 à son principal adversaire, Friedrich Merz, ancien député reconverti dans les affaires et représentant de l'aile droite du parti.

Le 20 avril, il a été choisi comme candidat commun de la CDU et de la CSU à la chancellerie pour les élections fédérales du 26 septembre. Il a recueilli 77,5% des suffrages du comité exécutif de son parti, devançant Markus Söder, président de la CSU. La bataille entre les deux hommes a été rude. Les deux partis ont eu beaucoup de mal à s'entendre, une première en 70 ans. Armin Laschet a finalement remporté 31 des 46 voix au sein du comité exécutif. Rappelons que la droite allemande a été emmenée à deux reprises par des candidats issus de la CSU aux élections fédérales, en 1980 (Franz-Josef Strauss) et en 2002 (Edmund Stoiber). Ces deux candidatures se sont soldées par des échecs.

La [CDU](#) fait campagne sur le changement dans la continuité. « *Ensemble, faisons l'Allemagne* » dit son slogan. Si son programme est intitulé [Programme pour la stabilité et le renouveau](#), il est davantage tourné vers la continuité que vers le changement. Le message d'Armin Laschet se veut rassurant pour des Allemands avides de sécurité et habituellement peu enclins aux expérimentations. La lutte contre le changement climatique et le maintien des emplois dans l'industrie constituent les principaux thèmes de campagne du parti.

Armin Laschet a récemment agité le risque d'un virage à gauche en cas de victoire du SPD. Il reproche à son rival, Olaf Scholz, de ne pas se prononcer sur la coalition gouvernementale qui aurait sa préférence et il met en garde contre l'arrivée de Die Linke au pouvoir. Il a clairement affirmé qu'il ne ferait jamais aucune alliance avec l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Il met également en avant les incertitudes dont sont porteurs les Verts/Alliance 90, de façon toutefois plus légère, ces derniers restant de possibles partenaires de gouvernement.

Armin Laschet a d'ores et déjà indiqué que le climat devait être la priorité du futur gouvernement et que, par conséquent, les questions climatiques devraient donc être gérées directement par la chancellerie. Il a annoncé une Allemagne neutre sur le plan climatique pour 2045 et ce d'une manière « *socialement acceptable et économiquement durable* ». Cependant, si elle doit montrer son engagement et sa volonté de lutter contre le réchauffement de la planète et de préserver l'environnement, la CDU doit se garder d'engager une réelle bataille avec les écologistes sur ces sujets sur lesquels ces derniers seront toujours gagnants.

Sur le plan économique, le parti refuse toute augmentation des taxes et propose d'ailleurs de réduire de 30% à 25% l'imposition maximale sur les bénéfices des entreprises. Il promet d'abolir la taxe de solidarité mise en place en 1991 pour financer la réunification du pays. La CDU est opposée à tout nouveau recul de l'âge de la retraite ; elle est attachée au retour aux règles du Pacte de stabilité et de croissance et au mécanisme de frein à l'endettement, suspendu durant la pandémie. Inscrit dans la Constitution allemande

Élections fédérales en Allemagne

26 septembre 2021

depuis 2009, celui-ci interdit au pays de s'endetter à plus de 0,35% du PIB par an. Il a été levé en 2020 et 2021 par le *Bundestag* pour financer les dépenses liées à la pandémie.

Sur le plan diplomatique, Armin Laschet est favorable à un rapprochement de l'Allemagne avec la Russie et la Chine. Dans la continuité d'Angela Merkel, il soutient la construction du gazoduc Nord Stream, qui doit relier la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique et il souhaite l'établissement d'un partenariat avec Moscou comme il veut négocier des accords d'investissements avec Pékin. Selon lui, des limites doivent et peuvent être fixées au régime de Vladimir Poutine. Armin Laschet est encore favorable à l'obligation faite par l'OTAN à chacun de ses Etats membres de consacrer 2% de leur PIB à la défense d'ici 2024, chose « indispensable pour que l'OTAN reste capable d'agir et de se défendre »

« Je serais satisfait avec un résultat de 32%, 33% ou 35% des suffrages » a indiqué Armin Laschet, soit un score supérieur à celui obtenu lors des précédentes élections fédérales du 24 septembre 2017 (30,25%).

« L'essentiel pour la CDU, ce n'est pas tellement le programme mais c'est d'avoir un candidat qui gagne les élections » a déclaré Ursula Münch, directrice de l'Académie de formation politique de Tützing en Bavière. Rappelons que depuis 1949, année de fondation de la RFA, la CDU n'a passé que 21 ans dans l'opposition.

« Près de 16 ans après l'élection d'Angela Merkel, la CDU donne le sentiment d'être à bout de souffle et profondément divisée, avec un candidat à la chancellerie faible et contesté par sa base électorale qui lui aurait préféré Markus Söder. Depuis la fin de l'ère Helmut Kohl (1982-1998) marquée par les affaires dites des caisses noires en 1999, la CDU n'a jamais traversé une crise aussi profonde » a déclaré Albrecht von Lucke, rédacteur en chef de la revue *Blätter für deutsche und internationale Politik*.

PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE : LE SURSAUT ?

Emmené par son candidat à la chancellerie, le ministre des Finances sortant, Olaf Scholz, le SPD, partenaire de la CDU/CSU au sein du gouvernement depuis 2013 (il a élégamment été partenaire de la coalition lors du premier mandat d'Angela Merkel entre 2005 et 2009), a le vent en poupe à trois semaines du scrutin.

Olaf Scholz, peu charismatique, a su convaincre ses concitoyens de son sérieux et de ses compétences. « Annalena Baerbock (la candidate écologiste) a commis de graves erreurs, Armin Laschet a commis de graves erreurs et les gens se demandent qui dispose du sérieux nécessaire à la direction du pays. C'est sur ce point que nous voulons convaincre » a déclaré Lars Klingbeil, l'un des responsables du SPD. « Alors que ses concurrents font des erreurs, lui n'en fait pas. Il apparaît comme le plus professionnel des candidats en lice même s'il est loin d'être charismatique (...) Olaf Scholz est une version masculine de la chancellerie sortante, plutôt modeste, modéré, sans talent oratoire mais expérimenté et capable de trouver des compromis. Les gens le connaissent et, après plus de quinze années de chancellerie Merkel, cela rassure » a affirmé Wolfgang Merkel, politologue de l'Université Humboldt de Berlin.

Olaf Scholz a été désigné candidat à la chancellerie le 10 août 2020. Il a été officiellement élu lors d'un congrès du parti les 8 et 9 mai dernier en remportant les suffrages de 96% des délégués présents. Maire de Hambourg entre 2011 et 2018, Olaf Scholz, alors jugé trop à droite, qui se présentait en binôme avec Klara Geywitz, avait échoué à prendre la tête du SPD en 2019, battu par le binôme Norbert Walter-Borjans et Saskia Esken. Lors du 1er tour de scrutin le 26 octobre, il avait recueilli 22% des suffrages mais quelques jours plus tard, le 30 novembre, Norbert Walter-Borjans et Saskia Esken obtenaient 53% des voix.

Il est toutefois difficile pour le SPD d'incarner le changement ou de se positionner comme opposante alors qu'il occupe le pouvoir quasiment depuis 1998. Il sort fatigué de 12 années de « grande coalition ». « En tant que partenaire junior, le SPD a fortement souffert, et les grandes réformes sociales du gouvernement - comme l'introduction d'un salaire minimum - n'ont pas été portées à son crédit » a souligné Stefan Marschall, politologue à l'université de Düsseldorf.

Le SPD est plus à gauche que son candidat dont le positionnement d'homme modéré et centriste, héritier d'Angela Merkel, ne correspond pas à celui de sa base électorale. « Ces dernières années, il est devenu de

plus en plus difficile pour le SPD de faire coïncider un programme avec un candidat, et c'est encore plus le cas avec Olaf Scholz » a souligné Thorsten Holzhauser de la fondation Theodor Heuss. « *Olaf Scholz incarne le SPD pragmatique de l'ère schröderienne. Or ce positionnement centriste, à l'origine de la stratégie menée au début des années 2000 pour redresser l'Allemagne et renforcer sa compétitivité, a été vécu comme une trahison par la base électorale traditionnelle* » a indiqué Etienne Dubslaff, chercheur à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Olaf Scholz sait néanmoins mettre en avant les milliers d'euros qu'il a débloqués en tant que ministre des Finances que ce soit pour les victimes des inondations du mois de juillet ou pour lutter contre la pandémie.

Les promesses de justice sociale émises par le parti ne sont pas forcément audibles. Bien avant l'actuel candidat, Frank-Walter Steinmeier, Peer Steinbrück et Martin Schulz ont fait les mêmes promesses en 2010, 2013 et 2017.

Olaf Scholz promet de mettre en place un nouvel impôt sur la fortune pour les foyers gagnant plus de 500 000 € par an, d'encadrer les loyers, de relever les allocations familiales de 250 à 528 € mensuels, de relever le salaire minimum à 12 € brut par heure (9,5 € actuellement) et de mettre un terme à la chasse aux faux chômeurs, c'est-à-dire les personnes qui perçoivent une allocation chômage mais qui sont soupçonnées de ne pas chercher activement un emploi.

La transformation écologique et la politique sociale constituent les priorités de son programme. « *Nous avons déjà perdu trop de temps (...) nous voulons atteindre la neutralité sur le climat d'ici au plus tard 2045* » a déclaré Olaf Scholz, qui a dit souhaiter que d'ici 2040, l'électricité soit le produit des seules énergies renouvelables.

LA MONTÉE DES VERTS : UN FEU DE PAILLE ?

Après avoir caracolé en tête des enquêtes d'opinion, devançant même la CDU dans les intentions de vote au printemps dernier, les écologistes connaissent depuis le début de l'été le creux de la vague. Le 19 avril dernier, Annalena Baerbock a été désignée par son parti

candidate à la chancellerie, recueillant les suffrages de 678 des 688 des votants, soit 98,5% des voix. Habités des luttes intestines et des divisions sans fin, les écologistes ont donné une leçon à l'ensemble de la classe politique et ont fait preuve d'une maturité que l'on ne leur connaissait pas.

Annalena Baerbock, qui se dit ni de droite ni de gauche mais citoyenne, se veut la candidate du changement et l'incarnation du renouveau sur la scène politique allemande. Pro-européens, centristes et pragmatiques, les écologistes attirent de plus en plus d'électeurs urbains issus de la classe moyenne. « *Ce qui est intéressant dans le discours d'Annalena Baerbock, c'est qu'elle combine une fidélité aux idées traditionnelles des Verts/Alliance 90 – défense du multilatéralisme et du droit international, attachement aux valeurs – avec une vraie réflexion sur ce qu'est une politique de puissance. Elle pense en termes géopolitiques et elle est convaincue que l'Allemagne doit s'affirmer davantage dans la compétition mondiale, ce qui n'a pas toujours été une évidence du côté des Verts/Alliance 90* » a déclaré Ulrich Speck, chercheur au bureau berlinois du German Marshall Fund.

Depuis sa nomination, Annalena Baerbock a dû faire face à de nombreuses attaques. Tout d'abord, il lui a été reproché de n'avoir jamais réellement gouverné, ni au niveau régional ni au niveau national, et de ne posséder qu'un mandat de député depuis 2013. Ensuite, la candidate a été soupçonnée d'avoir embelli son CV (information fausse mais qui a néanmoins porté atteinte à sa réputation : elle a bien obtenu un master en droit international à la London School of Economics (LSE)). Elle a également été accusée d'avoir omis de déclarer avoir reçu, entre 2018 et 2020, plusieurs primes d'une valeur de 25 220 €. Les députés sont en effet sommés de déclarer à l'administration du Bundestag tout revenu parallèle dans un délai de 3 mois. Une véritable bourde pour un parti qui plaide depuis de années pour davantage de transparence dans la publication des revenus des élus. La candidate écologiste a déclaré avoir oublié de déclarer ces sommes.

Enfin, Annalena Baerbock a été accusé d'avoir, dans son livre programme intitulé *Jetzt* (Maintenant), utilisé

la technique du copier-coller à cinq reprises et sans citer ses sources. L'avocat spécialiste du droit des médias auquel Annalena Baerbock a fait appel pour sa défense a dit ne voir aucune violation du droit d'auteur et il a souligné que les passages en question ne font que reprendre des informations connues et accessibles à tous. En outre, un livre politique n'est pas une thèse universitaire et son auteur n'est donc pas soumis aux mêmes règles que le rédacteur d'une thèse.

Le [programme des écologistes](#) défend un Etat fort et un accroissement des dépenses publiques. Ainsi, les Verts prévoient un plan de 50 milliards € d'investissement dans les infrastructures (transports, santé, éducation) financé par la dette (ce qui obligerait à lever l'obligation constitutionnelle qui interdit à l'Etat fédéral d'emprunter plus de 0,35% de son PIB). Les Verts/Alliance 90 veulent augmenter les impôts pour les personnes percevant les revenus les plus élevés par la hausse du taux marginal de la tranche supérieure de 45% à 48% et réintroduire l'impôt sur les grandes fortunes pour les personnes possédant un patrimoine supérieur à 2 millions €. Le parti demande une hausse des aides accordées aux familles et du salaire minimum à 12 € l'heure « *de façon à ce que les personnes à faibles revenus ne soient pas accablées par la hausse des prix des biens individuels dans le domaine de la protection du climat* ».

En effet, la lutte contre le réchauffement climatique constitue la priorité des Verts/Alliance 90. Ces derniers promettent une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 70% d'ici 2030 (par rapport à ce qu'elles étaient en 1990), une mesure qu'ils veulent obtenir par le progrès scientifique et l'innovation. De même, le programme écologiste veut augmenter la compétitivité de l'industrie par la mise en place d'une stratégie industrielle au niveau européen

Sur le plan institutionnel, Annalena Baerbock souhaite créer un super-ministère de l'Environnement qui disposerait d'un droit de veto sur les décisions prises par les autres ministères. La candidate promet de faire de l'Allemagne « *la première nation industrielle à devenir neutre sur le plan climatique* » et « *faire de l'Europe le premier continent à atteindre la neutralité climatique* ». Ce qui passe par l'augmentation de la taxe carbone récemment mise en

place en Allemagne, la sortie du charbon dès 2030 (au lieu de 2038), l'expansion des énergies éolienne et solaire et un programme d'investissement dans la rénovation énergétique des bâtiments. Enfin, les écologistes veulent que 2030 soit l'année qui signe la fin de la production de voiture à essence et celle des vols de courte distance.

En matière de politique étrangère, Annalena Baerbock a pour ambition de rompre avec Angela Merkel sur le plan diplomatique. Les Verts/Alliance 90 sont ainsi défavorables à tout rapprochement de l'Allemagne avec la Chine ou la Russie. Ils réclament l'abandon d'une diplomatie mercantiliste au profit de la défense des droits de l'Homme, notamment dans ces deux pays. Ils souhaitent l'abandon de la construction du gazoduc germano-russe Nord Stream 2 qui, selon eux, vide les sanctions contre Moscou de leur substance et, en outre, constitue une menace pour l'environnement. « *Annalena Baerbock défend une position clairement critique à l'égard des autocrates que ce soit ceux du Kremlin ou ceux de Pékin* » a indiqué Thortsen Benner, directeur global du Public Policy Institute. « *Annalena Baerbock ne veut plus d'une politique extérieure rythmée par les seuls intérêts économiques du pays* » a souligné Jens Althoff de la fondation Heinrich Böll.

Les écologistes sont favorables à la mise en place d'une union européenne de défense. Ils veulent un encadrement strict des interventions de la Bundeswehr, un contrôle strict des exportations d'armes, l'interdiction des armes nucléaires et, enfin, l'abandon de l'obligation imposée par l'OTAN de consacrer au moins 2% du PIB national à la défense d'ici 2024, une exigence jugée « *absurde* » par Annalena Baerbock dans un contexte de crise économique.

DES « PETITS » PARTIS ÉVENTUELS FAISEURS DE ROIS

Partenaire de coalition gouvernementale de la CDU/CSU dans les années 1980 et 1990 mais également, dans les années 1970, du SPD, le [Parti libéral-démocrate](#) (FDP) a longtemps été faiseur de rois des élections fédérales allemandes. Son dirigeant, Christian Lindner, se positionne comme le représentant de la classe

moyenne aisée et le défenseur des petites et moyennes entreprises (PME), très nombreuses en Allemagne. Il défend une réduction de l'intervention de l'Etat et une baisse des taxes, une position qui n'est pas forcément dans l'air du temps dans un contexte de pandémie qui a conduit l'Etat à s'engager davantage dans l'économie jusqu'à lever le mécanisme de frein à l'endettement inscrit dans la Constitution allemande.

Le FDP peut-il retrouver la place qui était la sienne jusqu'à il y a peu à l'issue des élections du 26 septembre? Rien n'est moins sûr.

Plus à droite, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a choisi Alice Weidel et Tino Chrupalla pour conduire ses listes. Le duo a recueilli 71% des suffrages des 14 815 votants membres du parti qui se sont exprimés (soit 48% du total) en mai dernier. Ils étaient opposés à Joachim Wundrak and Joana Cotar, qui ont obtenu 24% des voix.

Le dernier congrès de l'AfD en avril 2021 a montré un parti divisé entre modérés et radicaux. La désignation de Alice Weidel et Tino Chrupalla a consacré la victoire de l'aile radicale. Alice Weidel est entrée au Bundestag lors du dernier scrutin de 24 septembre 2017 comme Tino Chrupalla, qui avait battu alors le ministre-président du Land de Saxe, Michael Kretschmer (CDU). « *Ce vote a été l'occasion pour l'AfD de choisir dans quelle direction il veut aller ; Alice Weidel et Tino Chrupalla sont proches du courant radical sans en faire partie. Toutefois, d'autres facteurs ont aussi joué dans ce vote à commencer par la popularité et la visibilité médiatique des deux candidats. C'est important pour une élection. Enfin, ce duo représente à la fois l'est et l'ouest de l'Allemagne* » a déclaré Kai Arzheimer, professeur de science politique de l'université de Mayence.

[L'Alternative pour l'Allemagne](#) défend une très grande fermeté en matière d'immigration, veut ainsi interdire totalement le regroupement familial et réclame des mesures en faveur de la préférence nationale. Le parti se déclare « anti-islam ». Il est opposé aux mesures sanitaires qui ont été prises pour protéger la population de la pandémie (port du masque, confinement, restrictions diverses). Enfin, l'AfD prône une sortie de l'Allemagne de l'Union européenne, le *Dexit*, et un retour au *Deutschemark*. « *Le glissement vers la droite*

est en cours depuis 2015 et les électeurs le savent. Ceux qui y étaient opposés ont déjà quitté les rangs, d'autres ont rejoint le parti. Cela explique la stabilité de l'AfD depuis un an et demi dans les sondages » a affirmé Kai Arzheimer.

Enfin, [Die Linke](#), parti de gauche, qui se veut celui qui rassemble les catégories sociales les plus défavorisées ou qui ont souffert de la transition démocratique de la partie orientale du pays après la chute du Mur de Berlin, est à la peine. Il a perdu sa place de premier parti contestataire au profit de l'AfD.

Il propose une hausse de l'allocation chômage à hauteur de 90% du salaire précédent et une augmentation des prestations sociales. Il est un soutien inconditionnel de la Russie. Sa défense de la légitimité de l'expérience socialiste constitue d'ailleurs sans aucun doute une limite à son développement.

Le 2 mai dernier, Die Linke a désigné Janine Wissler et Dietmar Bartsch comme têtes de listes pour les élections fédérales. Les deux candidats ont été officiellement élus les 8 et 9 mai par les responsables exécutifs du parti et recueilli 87% des suffrages.

LE SYSTÈME POLITIQUE ALLEMAND

Le Parlement allemand est bicaméral, composé d'une Chambre basse, le Bundestag et d'une [Chambre haute](#), le *Bundesrat*. Les élections par lesquelles sont désignés les membres du *Bundestag* ont lieu tous les 4 ans selon un système mixte qui combine vote uninominal majoritaire et vote à la proportionnelle de liste.

Chaque électeur dispose de deux voix.

La première (*Erststimme*) lui permet de désigner, au scrutin uninominal, le député de la circonscription (*Wahlkreis*) dans laquelle il réside. Le pays compte 299 circonscriptions et le nombre d'élus désignés de cette façon, qui obtiennent ainsi un mandat direct, va de 2 à Brème et 4 en Sarre à 64 en Rhénanie du Nord-Westphalie.

La deuxième (*Zweitstimme*) permet à l'électeur de voter par ordre préférentiel en faveur d'une liste présentée par un parti politique au niveau du *Land* (l'Allemagne compte *seize Länder*).

Élections fédérales en Allemagne

26 septembre 2021

Les sièges sont attribués selon la méthode de Sainte-Laguë/Schepers. Le pourcentage des « deuxièmes voix » détermine le nombre de sièges revenant proportionnellement à chaque parti et, *in fine*, le rapport de forces entre les partis au sein du *Bundestag*. Seuls les partis ayant obtenu plus de 5% des suffrages exprimés au niveau national ou 3 mandats directs au scrutin uninominal peuvent être représentés au *Bundestag*. Si, dans un *Land*, un parti remporte davantage de mandats directs que le nombre de sièges qui lui est accordé en fonction du nombre de « deuxièmes voix », il conserve néanmoins ces mandats excédentaires (*Überhangmandate*). Ce qui explique que le nombre de membres du *Bundestag* varie d'une élection à l'autre.

Les partis représentant les minorités nationales reconnues (les Danois, les Frisons, les Souabes et les Roms) sont exemptés du seuil de 5% des suffrages.

Le système électoral allemand vise à assurer le parti d'une majorité parlementaire stable et à éviter l'émiettement de la scène politique que le pays a connu sous la République de Weimar (1919-1933), où le grand nombre de partis représentés au parlement avait rendu la formation de gouvernement quasiment impossible. En 1949, 11 partis politiques étaient représentés au *Bundestag*, ils n'étaient plus que 4 en 1957, et même seulement 3, entre 1961 et 1983 (SPD, CDU/CSU et FDP). En 1983, les Verts sont parvenus à franchir la barre de 5% des suffrages exprimés et à entrer au *Bundestag* ; ils ont été suivis en 1990 du Parti du socialisme démocratique (PDS), issu du Parti socialiste unifié (SED) de l'ex-République démocratique allemande (les députés anciennement communistes sont entrés au *Bundestag* un an après la chute du Mur de Berlin), ancêtre du Parti de gauche (Die Linke) et, en 2013, de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Cette dernière est divisée entre un courant conservateur, centré sur les enjeux comme l'immigration, le maintien de l'ordre et la place de l'islam dans la société, et un courant plus réaliste, néanmoins très minoritaire.

7 partis politiques sont représentés dans l'actuel *Bundestag* :

- l'Union chrétienne-démocrate (CDU), parti de la chancelière sortante, Angela Merkel, au pouvoir depuis

2005. Fondée en 1945 et conduite par Armin Laschet, candidat à la Chancellerie, la CDU compte 200 députés ;

- l'Union chrétienne-sociale (CSU), créée en 1946 et dirigée depuis fin 2008 par le ministre-président de Bavière, Horst Seehofer, coopère électoralement avec la CDU depuis 1953. Selon leur accord, la CDU ne présente pas de candidat en Bavière et la CSU ne concourt que dans ce seul *Land*. La CSU possède 45 élus ;

- le Parti social-démocrate (SPD), fondé en 1863, dirigé par Norbert Walter-Borjans et Saskia Esken et emmené aux élections fédérales par le ministre des Finances sortant Olaf Scholz, est le plus ancien parti politique d'Allemagne, compte 152 députés ;

- l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), fondée au printemps 2013, est une formation populiste de droite. Alexander Gauland est son président d'honneur et Jörg Meuthen et Tino Chrupalla ses porte-paroles. Elle possède 87 sièges ;

- le Parti libéral démocrate (FDP), créé en 1948 et dirigé par Christian Lindner, a longtemps été le faiseur de rois des élections allemandes. Il compte 80 députés ;

- le Parti de gauche (Die Linke), parti populiste de gauche, est né en juin 2007 de la fusion du Parti du socialisme démocratique (PDS), issu du Parti socialiste unifié (SED) de l'ex-RDA, avec l'Alternative pour le travail et la justice sociale (WASG), mouvement créé le 22 janvier 2005 et qui rassemblait l'ancienne élite communiste et les déçus de la social-démocratie. Dirigé par Janine Wissler et Susanne Hennig-Wellsow, il possède 69 sièges ;

- les Verts/Alliance 90 (Grünen), issus de la fusion, en 1993, d'Alliance 90, mouvement pour les droits civiques de l'ex-RDA, avec le parti écologiste. Emmenés par Annalena Baerbock et Robert Habeck, ils comptent 67 élus.

9 députés sont non-inscrits.

Le parlement allemand possède également une [Chambre haute](#), le *Bundesrat*, composée des membres des gouvernements des 16 *Länder* du pays. Chaque région y dispose d'au moins 3 voix ; celles comptant plus de 2 millions d'habitants possèdent 4 voix ; celles de plus de 6 millions, 5 voix et, enfin, celles de plus de 7 millions, 6 voix. Au total, le *Bundesrat* compte 69 membres.

Enfin, l'Allemagne élit, de façon indirecte, son [président de la République](#) (*Bundespräsident*) tous les 5 ans.

Frank-Walter Steinmeier (SPD) a été élu le 12 février 2017 par l'Assemblée fédérale (*Bundesversammlung*), qui regroupait les 630 membres du *Bundestag* et un

nombre égal d'élus des 16 *Länder* et de personnalités de la société civile. Son mandat arrive donc à échéance dans 5 mois.

Rappel des résultats des élections fédérales du 24 septembre 2017 en Allemagne

Participation : 76,15%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés recueillis	Nombre de sièges obtenus	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés recueillis	Nombre de sièges obtenus	Nombre total de sièges obtenus
Union chrétienne-démocrate (CDU)	14 030 751	30,25	185	12 447 656	26,76	15	200
Union chrétienne-sociale (CSU)	3 255 487	7,02	46	2 869 688	6,17	0	46
Total Unions chrétiennes (CDU/CSU)	17 286 238	37,27	231	15 317 344	32,93	15	246
Parti social-démocrate (SPD)	11 429 231	24,64	59	9 539 381	20,51	94	153
Alternative pour l'Allemagne (AfD)	5 317 499	11,46	3	5 878 115	12,64	91	94
Parti libéral démocrate (FDP)	3 249 238	7,00	0	4 999 449	10,75	80	80
Parti de gauche (Die Linke)	3 966 637	8,55	5	4 297 270	9,24	64	69
Verts/Alliance 90 (Grünen)	3 717 922	8,01	1	4 158 400	8,94	66	67
Électeurs libres (FW)	589 056	1,27	0	463 292	1,00	0	0
Die PARTEI	245 659	0,53	0	454 349	0,98	0	0
Autres	487 246	1,05	0	1 407 892	3,03	0	0
Indépendants	100 889	0,22	0			0	0

Source : <https://www.bundeswahlleiter.de/bundestagswahlen/2017/ergebnisse/bund-99.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.